

n'ont crû que de 14,5 %. La dernière loi sur la réservation des emplois* (dans le secteur minier) a disparu des statuts sud-africains en 1988.

1989 - L'avenir pour les Sud-africains paraît plus rose en 1989 qu'il ne l'a été depuis des années. Cela s'explique, entre autres, par le départ imminent à la retraite du président P.W. Botha et par le fait qu'il sera probablement remplacé par M. F.W. de Klerk. Cela a ravivé les espoirs de nombreux Sud-africains de toutes races, qui s'estiment maintenant en droit de penser que le style de gouvernement pourrait changer et conduire, enfin, à des réformes de fond. Les élections générales fixées pour le 6 septembre 1989 devraient éclaircir la situation et marquer un nouveau départ. La récente formation du Parti démocratique, regroupant l'ancien Parti fédéral progressiste et les libéraux indépendants des groupes parlant anglais et afrikaans pourrait être un concurrent sérieux pour le Parti conservateur qui représente actuellement l'opposition officielle. En second lieu, la fin de l'intervention sud-africaine en Angola et éventuellement en Namibie devrait réduire les charges sur le plan financier et celui des ressources humaines, et alléger les impôts. En troisième lieu, les résultats économiques ont été meilleurs en 1988 et la tendance devrait se poursuivre en 1989. Il y a également d'autres indices de changements possibles qui sont décrits ci-dessous.

Sur le plan négatif, les dépenses de l'État et les impôts demeurent élevés (le budget autorise une augmentation des dépenses de l'État de 15 % mais l'expérience montre qu'elle dépassera probablement 20 %); la stabilité politique demeure insaisissable (la grève de la faim, en mars, de Noirs incarcérés a rappelé que le statu quo n'est plus acceptable); l'économie est presque totalement privée de capitaux d'investissement étrangers et son taux de croissance de deux à trois pour cent ne représente même pas la moitié de ce qu'il devait être pour occuper une population en âge de travailler dont le nombre augmente rapidement, sans même réduire le taux de chômage officiel de 17 % (en réalité, il est près du double).

L'économie

En termes réels, l'économie sud-africaine a connu un taux de croissance de trois pour cent en 1988, ce qui représente une amélioration régulière au cours de ces trois dernières années, puisqu'il avait été de -1,5 % en 1985, de légèrement moins de un pour cent en 1986, et de 2,5 % en 1987. Selon les estimations actuelles, cette croissance devrait se poursuivre au rythme de deux à trois pour cent pendant toute l'année 1989. Au cours de la même période, l'inflation est passée de 16,2 % en 1985 à 18,6 % en 1986, à 14,7 % en 1987 et à 12,4 % en 1988. En février 1989 elle est remontée à 13,5 % et devrait être de 15 % pour l'ensemble de l'année.

Les pluies abondantes et bien étalées qui ont accru la production agricole et celle de bétail ont contribué à la prospérité relative de 1988 et ont eu des effets favorables sur toute l'économie.

Les politiques gouvernementales d'encouragement fiscal et monétaire à la suite de la récession de 1985 ont commencé à porter leurs fruits à la fin de 1987 et, combinées à un regain de confiance de la part du secteur privé et des

consommateurs, elles ont favorisé de fortes dépenses de consommation pour 1988. Bien que profitables pour le secteur privé en général, elles ont eu des effets imprévus en ce sens qu'elles ont stimulé les importations et compromis l'excédent commercial requis pour rembourser une dette étrangère de 1,2 milliard de dollars U.S. en 1989, montant qui sera considérablement supérieur en 1990. Afin de réduire la consommation et de contribuer à l'excédent de la balance commerciale, le gouvernement a imposé des restrictions au crédit et les taux d'intérêt ont augmenté en mai 1988. Le gouvernement a prévu un excédent de quatre milliards de Rands du compte courant pour 1989 mais on pense qu'il fait la preuve d'un optimisme excessif, étant donné que 1988, qui a été une année relativement bonne, n'a produit qu'un excédent à peine supérieur à trois milliards de Rands et que le premier trimestre de 1989 semble annoncer un déficit. A cause du moindre dynamisme de l'économie mondiale en 1989, les observateurs s'attendent à ce que des mesures officielles supplémentaires soient prises pour ralentir encore plus les dépenses de consommation et réduire les importations.

L'investissement intérieur brut en capital fixe a augmenté de plus de 19 % en 1988; c'était la première fois qu'une augmentation annuelle dépassait 10 % depuis 1982 - en dépit du freinage de la consommation, des taux d'intérêt élevés, de la sortie de capitaux causée par les désinvestissements et de l'incertitude politique persistante. Bien que l'augmentation de l'investissement en capital fixe ait été bien accueillie, ses particularités sur le plan qualitatif l'ont moins été. Par exemple, elle a porté sur des projets de renouvellement moins importants et plus étalés dans le temps qu'auparavant. On s'attend à ce qu'en général, les dépenses en capital atteignent un maximum au milieu de 1989 puis recommencent à baisser.

L'exploitation minière fait exception à la règle et les métaux communs et les ferro-alliages ont fait l'objet d'importants investissements nouveaux. L'or, sous l'effet de la pression des prix, n'a pas bougé mais on s'attend à une reprise et il existe encore des possibilités d'expansion. En dépit des efforts du gouvernement pour diversifier et réduire la dépendance de l'économie à l'égard du secteur minier, celui-ci prend de plus en plus d'importance. En fait, les sanctions prises ont accru son rôle car des produits tels que le ferrochrome, le platine, le rhodium et le vanadium sont relativement invulnérables du fait qu'ils sont indispensables pour les économies occidentales et que l'Afrique du Sud est un fournisseur très important et stable. On s'attend à une augmentation de la production de platine et de diamants, et celle de l'or, qui n'est pas non plus touchée par les sanctions, devrait s'intensifier lorsque son prix montera. Les coûts d'extraction ont cependant augmenté à cause de l'inflation et l'époque de l'exploitation aisée de gisements peu profonds, à teneur élevée est bien révolue. Toute extension future se fera grâce à des gisements profonds, à faible teneur, dont l'exploitation sera coûteuse.

On considère en général que la baisse attendue, en dehors du secteur minier, des dépenses en capital fixe est due aux dépenses excessives du gouvernement en biens de consommation qui ont éliminé, dans la pratique, le secteur privé. Toute mesure supplémentaire prise par le gouvernement pour réduire la consommation pourrait également décourager les investissements en capital. Cela pourrait à son tour nuire aux possibilités d'emploi, à la